



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

69857



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/ENV/14
16 janvier 1984

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité régional inter-
gouvernemental mixte des établissements
humains et de l'environnement

Addis-Abeba (Ethiopie), 16-21 janvier 1984

RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES ACTIVITES DE LA CEA
EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
A. Suivi de la résolution 446 (XVII) de la CEA en date d'avril 1982 et résumé du rapport du séminaire régional CEA/BNUS/PNUE/ETMA sur la lutte contre la désertification en Afrique (document E/ECA/ENV/7), Khartoum, Soudan, 23-28 octobre 1982	1 - 11	1
B. Résumé du rapport de la réunion d'experts nationaux et d'experts appartenant à la communauté scientifique chargés d'élaborer un programme d'action pour promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique (document UNEP/WG.87/4), Nairobi (Kenya), 12-15 avril 1983	12 - 16	7
C. Résumé du rapport de l'atelier régional sur l'évaluation de l'impact des industries sur l'environnement et les critères environnementaux de leur implantation (document E/ECA/ENV/10) Addis-Abeba (Ethiopie), 27-30 juin 1983	- - - - - 17 - 19	9
D. Examen de la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification de la CNUD (1984) : rôle de la CEA, du BNUS et du PNUE dans la région africaine	- - - - - 20 - 21	12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
E. Action de suivi de la résolution 473 (XVIII) de la CEA d'avril 1983 - préparatifs pour la table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique, Addis-Abeba, 20-25 février 1984 - - - - -	22 - 24	13
F. Coordination et gestion dans le domaine de l'environnement dans la région de la CEA : harmonisation du programme de travail de la CEA sur les questions relatives à l'environne- ment et du budget pour le programme SUMTEP du PNUE pour 1984-1985 - - - - -	25 - 27	14
G. Préparation d'un répertoire d'experts nationaux en matière d'environnement et d'une liste des institutions s'occupant de questions relatives à l'environnement en Afrique - - -	28 - 29	15
H. Action de suivi de la résolution 412 (XVI) du mois d'avril 1981 : rapports de pays des Etats membres sur l'élaboration d'une législation en matière de protection de l'environnement dans la région de la CEA (document E/CN.14/ECU/5) - - -	30 - 31	16

A. Suivi de la résolution 446 (XVII) de la CEA en date d'avril 1982 et résumé du rapport du séminaire régional CEA/BNUS/PNUE/ETMA sur la lutte contre la désertification en Afrique (document E/ECA/ENV/7) Khartoum, Soudan, 23-28 octobre 1982

1. La résolution 446 (XVII) de la CEA sur la lutte contre la désertification en Afrique a été adoptée à la neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en avril 1982 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne). L'une des premières tâches auxquelles s'est attelé le secrétariat après la réunion, a été de présenter le document (E/ECA/CM.8/21/Rev.1) sur la désertification en Afrique contenant la résolution en question pour qu'il soit discuté plus en détail par des spécialistes de l'environnement à la première réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue du 28 juin au 2 juillet 1982 au siège de la CEA à Addis-Abeba. Dans le même temps, le lancement par la CEA d'un projet de coopération interinstitutions financé bilatéralement a été précédé par l'envoi d'une mission conjointe CEA/PNUE/UNESCO dans la région du désert de Kalahari. La mission conjointe a été financée par le Swedish International Development Authority (SIDA) et se composait de trois consultants dont l'un avait été choisi par la CEA, le second par le programme de l'UNESCO intitulé "l'Homme et la biosphère" dans le cadre de son projet intégré dans les zones arides en Tunisie et le troisième par le PNUE. L'équipe s'est rendue du 6 juin au 9 juillet 1982 dans cinq pays de la région du désert du Kalahari (Botswana, Lesotho, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe) afin d'évaluer l'ampleur de la désertification et de la sécheresse dans la région, d'étudier les procédés d'utilisation des terres et la gestion des ressources, d'évaluer les institutions nationales et les capacités en matière de main-d'oeuvre, d'étudier et d'endiguer le processus de désertification et enfin de formuler des stratégies destinées à faire participer les populations locales à la lutte contre la désertification.

2. Le rapport de la mission conjointe (E/ECA/ENV/5) a servi comme contribution de la CEA au séminaire régional organisé par la suite dans le cadre du projet. Il en ressort du rapport que la région du désert du Kalahari n'était pas aussi exposée aux risques de sécheresse et de désertification que la région soudano-sahélienne quand on sait que les pays de la région, dans la plupart de leurs parties, enregistrent un taux de précipitations supérieur à la moyenne et ont un climat plus sub-humide que les zones arides et semi-arides. Les cinq pays de la région visités par la mission conjointe (Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Mozambique et République-Unie de Tanzanie) avaient créé des mécanismes institutionnels de lutte contre la sécheresse, phénomène cyclique qui avait entraîné une baisse de la productivité au cours des années. Tous les pays avaient plus ou moins un plan d'action de lutte contre la sécheresse comprenant des programmes nationaux de conservation des sols, de reforestation, de mise en valeur des ressources en eau et d'aménagement des parcours. Dans certains pays, la lutte contre la sécheresse et la désertification s'inscrit dans le cadre du plan de développement national comme l'indiquent le Tribal Grazing Land Policy du Botswana et son Arable Land Development Programme; le Blueprint for Agricultural Development de Lesotho et les Tanzania's and Mozambique's Villagisation Programmes destinés à la réinstallation des populations ne pouvant pas être accueillies par les zones urbaines.

3. Les principales causes de désertification identifiées par la mission conjointe qui s'était rendue dans la région du désert de Kalahari étaient : la déforestation provoquée par l'utilisation du bois de chauffe comme source d'énergie; la pression écologique dans les zones arides entraînée par la surpopulation; le surpâturage; le cheptel pléthorique; la dégradation et l'érosion des sols; les terres détrempées; les terres salines et alcalines mal irriguées. La mission a fait remarquer que certains des pays en particulier présentaient des cas de rupture de leur unité écologique en raison de la dégradation des sols accentuée par une sécheresse cyclique. Le rapport de la mission a révélé que la baisse du rendement des terres a eu pour conséquence un appauvrissement de la majorité des populations rurales qui vit d'agriculture; mais ce qui est plus grave encore, c'est le fait que la dégradation de l'environnement ait conduit à l'apparition, au niveau des populations rurales, d'une classe de paysans pauvres, sans terres, ou dépourvus de moyens de subsistance et qui ne dépassent par conséquent qu'à peine le minimum physiologique.

4. Enfin, la mission conjointe a formulé plusieurs recommandations relatives à l'élaboration de stratégies (politiques, plans d'action, programmes et projets) destinées à freiner la dégradation des sols et des ressources dans le cadre de mesures socio-économiques appropriées devant faciliter leur application. Par exemple, en introduisant des mesures techniques de lutte contre la désertification, on doit tenir compte de facteurs socio-économiques liés à la régulation des naissances, à la création d'emplois autres qu'agricoles, à l'adoption de mesures législatives et de lois sur la protection de l'environnement, à la nécessité de sensibiliser les populations aux problèmes de l'environnement et ce dans le cadre de la lutte contre la désertification.

5. En résumé, la mission conjointe a formulé des recommandations relatives au développement et au renforcement :

- i) de données climatiques destinées à prévoir la sécheresse et les inondations pour le plus grand bien des agriculteurs de la région;
- ii) de mécanismes infrastructurels nationaux et d'organismes régionaux de lutte contre la désertification;
- iii) de projets de reforestation de grande envergure, d'agro-foresterie, de production de sources d'énergie pour remplacer le bois de chauffe, d'aménagement des parcours en vue de diversifier les zones de pâturage et de les dépeupler parallèlement au développement de l'agriculture, de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau;
- iv) de la sensibilisation du public aux problèmes de l'environnement dans le cadre d'une réforme sociale visant à faciliter le dépeuplement des zones de pâturage et l'adoption d'autres moyens de subsistance dans les zones arides y compris des programmes de réinstallation;

- v) de la formation de la main-d'oeuvre dans le domaine de l'environnement en vue de réaliser au niveau national des activités s'inscrivant dans le cadre d'un plan d'action, de programmes et projets de lutte contre la désertification.

6. Suite à la résolution 446 (XVII) adoptée par la CEA il a été organisé du 23 au 28 octobre 1982 à Khartoum (Soudan) un séminaire régional CEA/BNUS/PNUE/ETMA sur la lutte contre la désertification en Afrique. Le séminaire régional mixte sur la lutte contre la désertification en Afrique a constitué la dernière activité du projet de coopération bilatérale susmentionné dans une partie des fonds débloqués par le Bureau soudano-sahélien des Nations Unies, allait servir à payer les frais de voyage de participants de 19 pays africains de la région soudano-sahélienne. Le projet comprend également l'Environmental Training Management Programme for Africa parrainé par l'Agency for International Development des Etats-Unis et qui est le résultat d'une collaboration entre trois universités américaines et quelques universités africaines en vue de résoudre les problèmes liés à l'environnement en Afrique. L'ETMA a entre autres choses réalisé des études de cas, élaboré des documents sur la désertification en Afrique, notamment en Afrique de l'Est et en Afrique australe et débloqué des fonds destinés à payer les frais de voyage des participants au séminaire originaires de ces deux régions.

7. Le séminaire régional avait pour objectif d'évaluer l'état d'avancement du plan d'action de lutte contre la désertification dans les de la région soudano-sahélienne et de la région du désert de Kalahari plan adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification en insistant sur les difficultés rencontrées dans l'exécution des programmes nationaux. Il avait également pour objectif d'évaluer les études de cas et d'élaborer des stratégies destinées à renforcer les compétences nationales des pays membres dans le cadre de la lutte qu'ils mènent contre la désertification. L'accent avait été mis sur l'adoption d'une formule reposant sur une expérience acquise en matière de lutte contre la désertification. Par exemple, une mission avait été envoyée pendant un jour sur le terrain et divers organismes des Nations Unies (PNUE, BNUS, CEA), institutions spécialisées (FAO, UNESCO, OMS), organisations intergouvernementales (OUA) et organisations non gouvernementales (Agency for International Development des Etats-Unis, ETMA et IUCN), ont donné des conférences avec projections de films. Mention spéciale doit être faite de l'aide apportée par le Ministry of Agriculture and Irrigation du Gouvernement du Soudan et l'Institute of Environmental Studies de l'Université de Khartoum au Bureau de coordination pour l'environnement de la CEA dans l'organisation du séminaire. Le secrétariat a également pris note des diverses études de cas qu'ils ont élaborées sur la lutte contre la désertification au Soudan et de la mission d'un jour sur le terrain qu'ils ont organisée dans le village de Sheikh El Sidiq situé dans la province du Nil blanc afin de montrer des procédés traditionnels de conservation des forêts et des sols et de gestion des terres approuvés par la loi.

8. Outre la mission d'un jour sur le terrain et les cinq études de cas sur la lutte contre la désertification (dont trois au Soudan, une en Mauritanie et une dans la région

du désert de Kalahari) présentées au séminaire, les participants originaires de 13 pays de la région soudano-sahélienne et de la région du désert de Kalahari ont également présenté des rapports par pays sur l'exécution du plan d'action compris des activités futures de lutte contre la désertification dans leurs pays.

9. Les organismes de collaboration ont donné des conférences (souvent accompagnées de projections de films) sur leurs activités : le PNUE sur l'ensemble de ses activités de lutte contre la désertification; l'OMM sur les effets du climat sur la sécheresse et la désertification; l'UNESCO et le MAB sur le projet intégré dans les zones arides du nord du Kenya; le BNUS sur ses activités dans la région soudano-sahélienne; la FAO sur l'ensemble de ses activités liées au développement de l'agriculture et de l'agroforesterie dans les zones arides ainsi qu'au niveau de son programme de gestion écologique des terres arides et semi-arides (Ecological Management of Arid and Semi-Arid Rangelands Programme); l'Agency for International Development des Etats-Unis et l'ETMA sur leurs activités environnementales dans le Sahel et en Afrique de l'Est et en Afrique australe et la CEA sur la mission conjointe effectuée dans la région du désert du Kalahari. Lors des discussions, on a fait observer :

- i) qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments scientifiques et météorologiques portant à conclure que le cycle de sécheresse dans la région du Sahel serait d'une durée de 30 ans, ce qui aurait permis aux gouvernements et aux organisations internationales de prévoir des plans d'urgence dans les pays situés dans les zones arides;
- ii) que certaines activités de développement liées à la lutte contre la désertification dans les zones arides peuvent avoir des effets néfastes; par exemple, la construction de routes de desserte dans le désert peut conduire à l'exploitation du bois de chauffe et à la déforestation, d'où la nécessité d'encourager notamment l'utilisation de fourneaux à faible consommation de combustible, de etc.;
- iii) que le ramassage du bois de chauffe et la pratique de la culture itinérante sont les principales causes de désertification en ce sens qu'elles engendrent une dégradation des sols; mais il n'existe pas de panacée étant donné que plus de 80 p. 100 des sources d'énergie en Afrique sont dérivés du bois de chauffe et du charbon et que la pression démographique urbaine bouleverse le système traditionnel d'assolement en limitant la durée de la période de jachère. C'est ainsi qu'on devrait développer d'autres sources d'énergie (énergie solaire, éolienne, biogaz, etc.) et allonger les périodes de jachère;
- iv) qu'on doit tenir compte des conditions socio-économiques et des traditions culturelles des populations locales au moment de promouvoir des programmes de lutte contre la désertification, programmes comprenant une sensibilisation

des populations aux problèmes liés à l'environnement et à la formation de la main-d'oeuvre dans ce domaine. Par exemple, cela est très important lorsqu'on demande aux habitants des zones rurales déshéritées de changer de mode de vie et partant d'occupation; lorsqu'on procède au dépeuplement en vue de lutter contre le surpâturage; au moment où on allie l'élevage à l'agriculture et l'agriculture aux activités forestières dans le cadre de l'agro-foresterie.

10. En outre, les discussions qui ont porté sur la mission sur le terrain, les cinq études de cas et les 11 rapports par pays sur la lutte contre la désertification en Afrique ont fait apparaître des problèmes dans divers domaines, problèmes résumés ci-dessous :

- i) L'utilisation d'arbustes poussant dans les zones désertiques (espèces d'acacias) pour construire des enclos en vue de contenir le bétail, entourer les champs de céréales et empêcher les chèvres de piétiner les petites formations végétales constituait un gaspillage qui contribuait à la déforestation et à la dégradation des sols. On a recommandé d'utiliser plutôt d'autres matériaux comme le bambou ou le sisal;
- ii) La coupe des arbrisseaux dans les terres arides en vue de supprimer la mouche tsé-tsé en détruisant leurs lieux de repos et leurs habitants naturels constitue également un gaspillage nuisible à l'environnement. On a recommandé d'utiliser des insecticides appropriés pour lutter contre la mouche tsé-tsé et d'adopter en même temps des mesures de contrôle de la faune et du bétail afin de détecter les effets néfastes des insecticides;
- iii) La culture itinérante dans les zones sub-tropicales, si utile soit-elle dans les zones tropicales humides où l'on respecte des périodes de jachère suffisantes, devrait être associée à des mesures de régénération des sols arides grâce à l'introduction de légumineuses permettant de fixer l'azote au cours de la période de jachère. Dans les zones sahéliennes où sont plantés des eucalyptus, les agriculteurs cultivent des céréales pendant quatre ou cinq années consécutives après que les eucalyptus ont été taillés. Il est recommandé de procéder pendant cette période à la rotation des cultures afin de régénérer les eucalyptus (Acacia Senegal et Acacia Saval) de manière à accroître leur production, à améliorer et à conserver les terres sablonneuses des sols arides;
- iv) Pour faciliter la mise en oeuvre des mesures de lutte contre la désertification il faudrait proposer des solutions de rechange aux populations locales les plus touchées. Pour l'utilisation du bois de chauffe, elles pourraient,

par exemple, utiliser des fourneaux à faible consommation d'énergie ou remplacer le bois de chauffe par d'autres sources d'énergie; pour réduire les stocks de bétail afin d'éviter le surpâturage, on pourrait promouvoir les mécanismes de commercialisation et assurer des profits substantiels aux éleveurs; la pêche, la récolte de produits forestiers mineurs (gomme, huiles), les activités d'agro-foresterie pourraient remplacer avantageusement la culture dans les zones dégradées et permettre aux populations concernées de gagner leur vie;

- v) Pour promouvoir une semaine de l'arbre dans le cadre des mesures nationales de lutte contre la désertification il faudrait au préalable amener le public à prendre davantage conscience des problèmes de l'environnement et à mieux apprécier la valeur des arbres de sorte que des mesures de suivi puissent être adoptées par la population locale pour s'occuper des jeunes plants jusqu'à ce qu'ils atteignent leur niveau de développement optimal;
- vi) L'utilisation des moyens de communication de masse pour faire prendre davantage conscience au public de la lutte contre la désertification peut s'avérer inefficace dans la mesure où 80 p. 100 de la population vivant dans les zones rurales africaines n'ont en général guère accès à la radio, à la télévision, aux journaux, au cinéma, aux affiches et autres moyens de publicité. Il faudra par conséquent faire pleinement usage des moyens traditionnels de communication tels que les rassemblements de villageois pour la discussion des problèmes, les manifestations et festivités ainsi que les foires agricoles annuelles pour diffuser les informations sur la désertification.

II. Pour terminer, les principales recommandations de l'atelier ont porté essentiellement sur la nécessité :

- i) de créer des mécanismes institutionnels de coopération sous-régionale et régionale en vue de lutter contre la désertification en Afrique;
- ii) d'élaborer des plans d'action, programmes et projets nationaux de lutte contre la désertification;
- iii) de proposer des solutions de rechange à la lutte contre la désertification;
- iv) d'échanger des informations sur les expériences réussies, les résultats des recherches sur les espèces résistant à la sécheresse dans le cadre des efforts déployés en vue de lutter contre la désertification;
- v) de mettre au point des cours de formation sur l'environnement à l'intention du personnel chargé d'exécuter les programmes et projets nationaux de lutte contre la désertification;

- vi) de rechercher une assistance financière de sources bilatérales pour compléter les ressources budgétaires allouées par les Etats aux efforts de lutte contre la désertification. Il s'agit là des domaines sur lesquels porteront essentiellement les efforts de lutte contre la désertification en Afrique.

B. Résumé du rapport de la réunion d'experts nationaux et d'experts appartenant à la communauté scientifique chargés d'élaborer un programme d'action pour promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique (document UNEP/WG.87/4) Nairobi (Kenya), 12-15 avril 1983

12. Le Conseil d'administration du PNUE a, arr. décision 10/25A de mai 1982 sur "L'enseignement et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique", prié le Directeur exécutif de convoquer la réunion susmentionnée en vue d'élaborer un programme d'action pour promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique. Ce programme devra être pratique et réaliste dans la mesure où il devra tenir compte des ressources dont disposent les gouvernements des pays africains ainsi que des recommandations des activités entreprises précédemment en vue de promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique. Les activités examinées sont notamment : la réunion d'experts sur les problèmes de l'environnement en Afrique organisée à Brazzaville en 1976, diverses conférences et ateliers de formation en cours d'emploi sur l'éducation dans le domaine de l'environnement organisés de 1978 à 1982 par l'UNESCO à l'intention des enseignants dans diverses capitales africaines, le projet pilote CEA/PNUE et la mission conjointe qu'ils ont dépêchée en avril 1982 dans quatre pays africains en application de la décision 9/20D du Conseil d'administration (mai 1981) sur la possibilité de créer une institution régionale d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement en Afrique.

13. Le rapport de la réunion (UNEP/WG.87/4) contient un résumé du débat général après que 12 experts ont présenté des documents demandés par le PNUE sur "L'examen de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique" et que neuf autres ont présenté des documents similaires sur "Les tendances, besoins et priorités en matière d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement en Afrique". D'une manière générale les débats ont fait ressortir les éléments suivants :

- i) Etant donné que les problèmes d'environnement varient d'un pays à l'autre les gouvernements doivent en tenir compte pour déterminer les objectifs de l'éducation dans le domaine de l'environnement. Le contenu de cet enseignement, les matériaux, les échanges d'information et les degrés de sensibilisation de la communauté doivent être fonction des problèmes particuliers de chaque pays;
- ii) Les programmes des cours sur l'environnement devraient être élaborés dans une optique interdisciplinaire qui permette de résoudre les problèmes d'environnement d'une manière holistique;

- iii) Les aspects socio-culturels devraient constituer une composante importante des systèmes d'éducation dans le domaine de l'environnement étant donné en particulier que les langues et cultures autochtones sont enracinées dans l'environnement local;
- iv) La coopération au niveau régional était nécessaire pour la diffusion des informations d'ordre éducationnel sur l'environnement et de celles pouvant être utilisées par les organes de presse locaux pour le lancement de campagnes de sensibilisation des masses et de programmes nationaux de formation;
- v) La recherche en matière d'éducation dans le domaine de l'environnement devrait être axée sur l'explication des phénomènes naturels relatifs à l'environnement et la solution des problèmes locaux que pose la protection de l'environnement.

14. Le programme d'action pour l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique constitue l'annexe au rapport (UNEP/WG.87/4). Il comporte trois sections : la première porte sur des généralités, la deuxième sur le cadre du Programme d'action et la troisième sur les activités proposées. La première section concerne le mandat du PNUE ainsi que la perception par les experts africains de la signification de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'environnement avant et après les indépendances en Afrique. Dans la section suivante sont énoncés les objectifs et stratégies du Programme d'action dans un cadre de développement comprenant les mécanismes et l'établissement des réseaux institutionnels, le renouvellement des programmes, la formation et la recherche en matière d'éducation dans le domaine de l'environnement et les activités de formation en Afrique. Le Programme d'action vise essentiellement à fournir un cadre pour assurer la coordination et l'organisation de l'éducation et des activités de formation dans le domaine de l'environnement en Afrique aux niveaux national, sous-régional et régional pour tous les systèmes d'éducation orientés vers un développement socio-économique ne portant pas atteinte à l'environnement.

15. La troisième section porte sur les activités et recommandations proposées aux gouvernements sur la base d'un examen et d'une analyse approfondie des activités de programmation précédentes et en cours en matière d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement. C'est aux gouvernements africains que revient en premier lieu la responsabilité de mettre en oeuvre le Programme d'action; c'est pourquoi les 18 recommandations qu'ils leur ont été adressées recouvrent tous les aspects du cadre structurel précité pour l'élaboration de programmes nationaux. Les neuf principaux domaines d'activité proposés sont conçus de manière à permettre de parvenir à des résultats particuliers sur la base d'objectifs précis dans un délai déterminé par les principaux acteurs et collaborateurs. Les objectifs, la stratégie, la date d'action, les principaux acteurs

et les résultats pour chacun des neuf domaines de programmation en matière d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement en Afrique sont énoncés dans un tableau récapitulatif des activités joint en annexe au rapport précité. Ces domaines de programmation sont les suivants :

- i) Développement à tous les niveaux de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'environnement grâce à des enquêtes sur les ressources humaines et matérielles;
- ii) Identification et rassemblement de matériels d'enseignement et création d'un centre de recherche pour l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement;
- iii) Renforcement de l'éducation et de la formation des enseignants dans le domaine de l'environnement;
- iv) Introduction de sujets relatifs à l'environnement dans les programmes de formation à l'intention des spécialistes;
- v) Sensibilisation des décideurs et des spécialistes pour qu'ils tiennent compte des problèmes de l'environnement lorsqu'ils élaborent les politiques;
- vi) Mise en valeur de la main-d'œuvre et recherche en matière d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement au niveau universitaire;
- vii) Introduction de sujets relatifs à l'environnement dans les systèmes nationaux d'éducation;
- viii) Encouragement des jeunes africains à prendre davantage conscience des problèmes de l'environnement, en particulier des problèmes de conservation;
- ix) Publication et échange d'informations sur l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement en Afrique.

C. Résumé du rapport de l'atelier régional sur l'évaluation de l'impact des industries sur l'environnement et les critères environnementaux de leur implantation (document E/ECA/ENV/10) Addis-Abeba (Ethiopie), 27-30 juin 1983

16. Le séminaire régional conjointement organisé par la CEA et le PNUE visait essentiellement à présenter à l'examen de 21 experts africains de l'industrie et coordonnateurs africains des activités de protection de l'environnement le document intitulé Principes directeurs pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement des industries et les critères environnementaux de leur implantation, PNUE - industrie et environnement : volume 1. La réunion a permis de procéder à un échange de connaissances sur les pratiques

actuelles et les expériences en matière d'évaluation de l'impact de l'environnement en Afrique et de discuter de la question de savoir si les principes directeurs du PNUE sont adaptés à la situation qui prévaut en Afrique.

17. Dans l'introduction aux principes directeurs du PNUE il est indiqué que l'évaluation de l'impact de l'environnement comporte les trois phases suivantes à savoir, le cadre institutionnel, la méthodologie et les techniques :

- i) Les éléments du cadre institutionnel peuvent être notamment : la mise en place de mécanismes institutionnels tels qu'un Service de contrôle de la gestion de l'environnement et un Bureau d'environnement chargé de réaliser ou de coordonner les études sur l'évaluation de l'impact de l'environnement; la promulgation d'une réglementation et de normes appropriées; l'adoption d'un budget adéquat et la définition du rôle du public dans le processus d'évaluation de l'impact de l'environnement;
- ii) La méthodologie de l'évaluation de l'impact de l'environnement comporte les éléments suivants : examen initial des projets, évaluation préliminaire de l'impact de l'environnement, évaluation complète au besoin, rapport sur les résultats d'une évaluation de l'impact de l'environnement sous une forme à la fois appropriée, concise et compréhensible aux décideurs et à la communauté qui sera touchée par le projet; l'évaluation de l'impact devrait porter à la fois sur l'environnement physique et sur l'environnement socio-économique, avec des dispositions pour traduire les impact physiques en termes socio-économiques compréhensibles au profane;
- iii) Les techniques pour la réalisation d'une évaluation complète nécessitent la formation par le Bureau d'environnement d'une équipe multidisciplinaire d'experts hautement qualifiés qui sera chargée de rassembler et collationner les données de base disponibles dans les institutions nationales et la réalisation d'enquêtes sélectives sur le terrain pour effectuer des mesures; l'identification des impacts peut se faire par l'utilisation de tableaux synoptiques (entrée-sortie) ou l'utilisation de simples checklists ou de matrices interactives; les instruments de prédiction de l'impact sur l'environnement peuvent être également simples ou complexes avec l'utilisation de modèles physiques et mathématiques et des banques de données pour le stockage des informations. En traitant les données de base relative à l'environnement socio-économique qui sont l'objet de jugements de valeur subjectifs par rapport aux données objectives quantifiées obtenues de l'environnement physique il est nécessaire d'accroître au maximum la qualité des informations de base tout en s'efforçant d'obtenir une quantité optimale.

18. Les points suivants sur lesquels l'accent a été mis lors de l'exposé des expériences de 17 pays en matière d'évaluation de l'impact des industries locales sur l'environnement ont été soulevés au cours du débat :

- i) Des difficultés peuvent apparaître dans certains pays africains à propos de la liberté du Bureau d'environnement à accomplir de façon efficace sa tâche, surtout lorsque c'est le gouvernement qui est propriétaire. Le Bureau d'environnement peut cependant conserver toute son indépendance en tenant compte des objectifs des différents ministères ayant trait à l'environnement (santé, agriculture, industries, industries extractives, établissements humains, etc.);
- ii) Dans la plupart des cas, ce qu'on peut réaliser de mieux avec ce processus d'évaluation c'est de contrôler le choix des technologies ou l'utilisation de matières premières de substitution pour assurer un développement ne portant pas atteinte à l'environnement étant donné que l'acceptation du projet industriel est un fait accompli;
- iii) Pour avoir une évaluation la plus efficace possible, le Review Office doit progressivement élaborer un dossier national des experts pour les équipes multidisciplinaires afin d'examiner les données de base, les emplacements de substitution, les options en matière de traitement et les intérêts simulés pour le rapport d'évaluation;
- iv) Dans la majorité des pays africains, les investisseurs industriels privés jouissent de certains avantages tels que l'importation sans taxe de matériel industriel et, la plupart de ces exportateurs court-circuitent le système en incorporant dans le projet à soumettre une évaluation préliminaire; étant donné que les études d'évaluation et de faisabilité d'un projet quant à son analyse financière, commerciale et économique se chevauchent, les méthodes et techniques d'évaluation devraient être examinées afin d'éliminer tout risque de confusion avec celles utilisées pour les analyses de rentabilité;
- v) Il a été noté que les informations sur la technologie industrielle visant à aider les pays africains pour le processus d'intégration des considérations environnementales dans les activités industrielles de développement étaient disponibles à l'INFOTERRA du PNUE et dans d'autres banques de données à l'UNESCO, l'ONUDI, au BIT, à l'OMM, à l'IRPTC du PNUE, au GEMS et dans les publications du Bureau de l'industrie et de l'environnement, la revue Technologie faiblement polluante et non polluante de la Commission économique pour l'Europe, et dans les manuels du PNUE/OMS sur les critères de salubrité de l'environnement pour certains agents de pollution toxiques.

19. Après avoir visité une industrie locale -- la tannerie éthiopienne de Mojo -- le séminaire pour terminer a fortement recommandé aux gouvernements africains de prendre immédiatement des mesures de précaution pour assurer la protection de l'environnement dans le développement industriel tout en tenant compte des observations déjà faites sur l'utilisation des lignes directrices du PNUE dans le contexte africain.

D. Examen de la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification de la CNUD (1984) : rôle de la CEA, du BNUS et du PNUE dans la région africaine

20. Dans sa décision 9/22 A du mois de mai 1981 (paragraphe 4) le Conseil d'administration du PNUE a demandé que soient entrepris des préparatifs pour la première évaluation générale des progrès réalisés en 1984 dans la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification de la Conférence des Nations Unies sur la désertification. Un plan de travail a été élaboré par le Groupe de travail interorganisations sur la désertification qui se réunit généralement deux fois par an afin de préparer les différents documents pour l'examen couvrant les sept années de 1977 à 1984. Trois activités préparatoires sont d'une importance particulière pour la région de la CEA dans laquelle, comme indiqué ailleurs dans ce rapport d'évaluation, 70 p. 100 pratiquement des pays africains dont 24 sont des pays avancés (PIA) sont victimes ou menacés par la sécheresse et la désertification.

21. Une des activités de l'examen couvrant la période de sept années consiste à préparer un catalogue des projets et programmes des Nations Unies pour lutter contre la désertification dans lequel sont indiquées les différentes activités menacées par la CEA, le BNUS, le PNUE, l'UNESCO, la FAO pour la région africaine. Autre activité préparatoire entreprise par le programme du PNUE et de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère : la mise à jour d'études spécifiques sur quatre pays à savoir, le Chili, le Niger, le Pakistan et la Tunisie, deux desquels se trouvent dans la région africaine. Finalement pour procéder à une évaluation régionale des activités dans le domaine de la désertification, le PNUE a envoyé un questionnaire de 32 questions à tous les pays du monde victimes de la sécheresse et de la désertification. En ce qui concerne la région africaine, le BNUS a étudié les questionnaires remplies par les 19 pays soudano-sahéliens dont il s'occupe, le PNUE a étudié ceux des cinq pays sahéliens du Nord et la CEA s'est vue confier un mois de travail de consultation par le PNUE pour étudier le cas de 10 pays en Afrique de l'Est et en Afrique australe (désert du Kalahari). Le PNUE évalue et examine en ce moment les rapports des consultants pour le rapport du Directeur exécutif à la douzième session du Conseil d'administration. Et pour terminer, une campagne d'information sur la désertification sera lancée par le PNUE; par ailleurs toutes les organisations du Groupe de travail interorganisations sur la désertification publieront des articles sur la lutte contre la désertification dans leurs circulaires, bulletins et revues périodiques.

E. Action de suivi de la résolution 473 (XVIII) de la CEA d'avril 1983 - préparatifs pour la table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique, Addis-Abeba, 20-25 février 1984

22. La sécheresse dans le Sahel qui a duré cinq ans (1968 à 1973) et qui a dévasté l'agriculture et l'élevage de la région soudano-sahélienne a surtout sévi dans une quinzaine de pays. Elle a sensibilisé l'opinion mondiale quant au problème de la sécheresse et de la désertification et a donné lieu à la Conférence des Nations Unies sur la désertification (CNUD) en 1977. Actuellement en ce début des années 80, la sécheresse atteint progressivement l'Afrique humide au sud du Sahara alors que la désertification se poursuit sans relâche dans les pays africains et semi-arides à tel point que 34 pays sont maintenant sérieusement menacés par l'un des fléaux ou par les deux. Parmi ces pays, 24 sont considérés comme appartenant au groupe des pays les moins avancés. A ce stade, l'accent mis sur les conséquences de la sécheresse sur l'économie déjà fragile des PMA ne peut être démesuré. C'était devenue par conséquent une obligation pour les Etats membres de la CEA d'adopter la résolution 473 (XVIII) lors de la dernière Conférence des ministres en avril 1983.

23. Dans la résolution 473 (XVIII) de la CEA, le secrétariat est instamment prié d'organiser une table ronde scientifique spéciale sur le climat et la sécheresse en Afrique et de faire un rapport à la prochaine session (1984) de la Commission en avril 1984. La table ronde devrait examiner les causes, la périodicité et le cas échéant les tendances de la sécheresse en Afrique et devrait proposer des mesures à court, à moyen et à long terme pour résoudre ce problème. L'Organisation des Nations Unies dans son ensemble a été priée dans la résolution de collaborer avec la Commission dans cette tâche.

24. Pour préparer cette table ronde scientifique qui doit se tenir du 20 au 25 février 1984, une réunion interorganisations s'est tenue au siège de l'OMM à Genève le 25 juillet 1983. Il a été décidé au cours de cette réunion qu'il est nécessaire de tenir deux autres réunions interorganisations : l'une sur les aspects climatiques de la sécheresse et l'autre sur les conséquences de la sécheresse sur les activités socio-économiques. Ainsi donc, une réunion d'experts sur les aspects climatiques de la sécheresse s'est tenue à l'OMM à Genève du 6 au 7 octobre 1982. Le rapport de la réunion a présenté les connaissances scientifiques actuelles sur la sécheresse et ses tendances climatiques sans s'engager à prédire quand est-ce qu'elle a lieu. Par la suite, le PNUE a organisé du 13 au 16 décembre 1983 une réunion multidisciplinaire sur les conséquences de la sécheresse sur les systèmes socio-économiques en Afrique au siège à Nairobi. Le document de travail de base E/ECA/ENV/13 a été soumis par la CEA au cours de la réunion. L'ensemble des documents de l'Organisation des Nations Unies fera l'objet d'un débat lors de la table ronde scientifique avec en plus les contributions d'organisations internationales (les organisations non-gouvernementales et les organisations intergouvernementales) et celles des experts gouvernementaux africains invités.

F. Coordination et gestion dans le domaine de l'environnement dans la région de la CEA : harmonisation du programme de travail de la CEA sur les questions relatives à l'environnement et du budget pour le programme SWMTEP du PNUE pour 1984-1985

25. Le programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour 1984-1985 (document E/ECA/CM.9/3) a été adopté par la neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en avril 1983. Ce document contient le programme sur l'environnement en Afrique ainsi que d'autres programmes portant par exemple sur l'industrie, les établissements humains, l'énergie, l'alimentation et l'agriculture, l'enseignement et la formation de la main-d'oeuvre, les ressources naturelles (ressources en eau, ressources minérales et ressources de la mer), la science et la technique, le développement social, les statistiques, la population, le commerce qui tous peuvent avoir des aspects environnementaux dont il faut tenir compte dans la planification et la mise en oeuvre des projets. Le budget pour le programme SWMTEP du PNUE pour 1984-1985 a été adopté par le Conseil d'administration du PNUE lors de sa onzième session sous le titre document UNEP/GC.11/7.

26. Le document SWMTEP était le fruit d'un effort interorganisations déployé par les responsables des questions environnementales (DOEM) reflétant des éléments des 10 programmes à mettre en oeuvre avec ou sans le concours financier du fonds du PNUE. Les principaux programmes du SWMTEP sont : i) Environnement et développement qui couvre l'approche intégrée, l'énergie, l'industrie, les transports et des éléments du programme de législation en matière d'environnement; ii) Prise de conscience en matière d'environnement (enseignement, formation, information en matière d'environnement, INFOTERRA, rapports sur l'environnement : données et état); iii) Surveillance de la terre et des zones extra-atmosphériques et système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS); iv) Océans (programmes régionaux relatifs à la mer); v) Eau (développement et gestion des ressources); vi) Ecosystèmes terrestres y compris les forêts tropicales, les terres arables et l'utilisation de produits chimiques, la faune et la flore sauvages, les zones protégées, et la lithosphère; vii) Ecosystèmes terrestres arides et semi-arides y compris la lutte contre la désertification; viii) Salubrité de l'environnement et établissements humains y compris l'environnement actif; ix) Armes et environnement et x) Coopération régionale et technique.

27. La section de l'environnement de la CEA chargée de la mise en oeuvre du programme sur l'environnement en Afrique financé à 50 p. 100 par le fonds du PNUE a établi une liste à l'annexe I en vue d'harmoniser les activités du programme sur l'environnement contenu dans le programme de travail de la CEA et les activités connexes du programme du SWMTEP du PNUE pour la région africaine pour 1984-1985. L'attention des Etats membres de la CEA est appelée sur l'annexe I afin qu'ils fassent connaître leurs observations et leur intérêt pour toute activité pouvant permettre de résoudre les problèmes locaux en matière d'environnement.

G. Préparation d'un répertoire d'experts nationaux en matière d'environnement et d'une liste des institutions s'occupant de questions relatives à l'environnement en Afrique

28. Le domaine de l'évaluation et de la gestion en matière d'environnement est relativement nouveau en Afrique. Du moins depuis 1972 à Stockholm, très peu d'attention a été accordée à ce domaine dans les stratégies africaines de développement. Et même aujourd'hui l'Afrique souffre du manque de main-d'oeuvre moyennement qualifiée, et du manque de personnel hautement qualifié pour mener à bien l'évaluation de l'impact de l'environnement, la lutte contre la pollution chimique et biologique de l'air, des terres, de l'eau et des mers par les agents de pollution, la prévention de la contamination par les produits chimiques toxiques de l'alimentation, des médicaments et du fourrage, l'économie et l'exploitation raisonnable des ressources naturelles (en eau, minérales, forestières, en forêts claires, en parcs, en poissons, en faune et flore etc.) afin d'assurer un rendement et un développement adéquats, de réaliser une analyse de rentabilité des projets industriels en tenant compte de leurs impacts sur l'environnement, de lutter contre la désertification, de régénérer les sols érodés ou appauvris etc..

29. Etant donné que la solution de la plupart des problèmes relatifs à l'environnement nécessite une approche multidisciplinaire, c'est-à-dire une collaboration entre écologistes, économistes, agronomes, experts en matière de médecine et de santé, ingénieurs, géographes, sociologues, juristes et de nombreuses autres disciplines, il conviendrait d'adopter des critères pour déterminer la sélection de spécialistes en matière d'environnement. On pourrait dire que toute personne ayant reçu une formation ayant trait à l'environnement et qui participe activement aux activités visant à résoudre les problèmes relatifs à l'environnement ferait l'affaire. C'est-à-dire que toute personne comprenant les raisons du maintien de l'équilibre de la nature, équilibre nécessaire à la bonne qualité de l'environnement, toute personne qui participe à un moment ou à un autre aux activités de protection de l'environnement en publiant des articles, en mettant en oeuvre des projets relatifs à l'environnement, en formulant des politiques en matière d'environnement ... en incorporant des préoccupations relatives à l'environnement dans son travail quotidien et en mettant au point des cours et un matériel d'enseignement pour l'enseignement et la formation en matière d'environnement mérite d'être un responsable de l'environnement. Que ce responsable soit ou non un expert dépendrait du comportement professionnel. Le questionnaire ci-joint à l'annexe II a été préparé pour être examiné par les Etats membres. La version adoptée serait envoyée à tous les pays africains pour être remplie par les personnes intéressées et par les gens du métier dans les universités, les ministères gouvernementaux et institutions de recherche, les entreprises industrielles qui répondent aux critères établis lors de la réunion.

H. Action de suivi de la résolution 412 (XVI) du mois d'avril 1981 : rapports de pays des Etats membres sur l'élaboration d'une législation en matière de protection de l'environnement dans la région de la CEE (document E/CN.14/ECU/5)

30. On se souviendra que lors de la dernière réunion du Comité régional mixte intergouvernemental sur les établissements humains et l'environnement qui s'est tenue à Addis-Abeba du 28 juin au 2 juillet 1982, le document E/CN.14/ECU/5, dénommé par la suite E/ECA/ENV/3 en tant que rapport de fin de projet au projet mixte ECA/UNEP FI/1002-79-0 (2000) sur la mise au point de la législation relative à la protection de l'environnement dans la région de la CEE a été soumis à la séance plénière mais n'a pas été examiné par le sous-comité sur l'environnement dû au fait que le secrétariat n'a pu produire à temps la version française. Cependant, les versions anglaise et française dudit document ont été distribuées en même temps que le rapport de la réunion à tous les participants en octobre 1982 et d'autres exemplaires ont été envoyés en même temps que les lettres d'invitation et les documents pour cette réunion.

31. Le rapport de fin de projet (E/CN.14/ECU/5) contient les recommandations et lignes directrices pour la mise au point de la législation en matière de protection de l'environnement dans la région de la CEE qui ont été formulées au cours d'un séminaire pour juristes, tenue à Addis-Abeba du 29 septembre au 3 octobre 1980. Le rapport du séminaire a été adopté lors de la septième réunion de la Conférence des ministres de la CEE, tenue à Freetown en Sierra Leone en avril 1981 dans sa résolution 472 (XVI). La résolution 412 (XVI) appelle l'attention des Etats membres de la CEE sur le besoin de réexaminer leur législation nationale relative à la protection de l'environnement dans les différents secteurs de développement identifiés par les experts-juristes et les responsables de l'environnement lors du séminaire des juristes. Au cours de cette seconde réunion du Comité mixte, les Etats membres ont été priés de présenter des rapports de pays succincts (quatre à cinq pages) sur les activités nationales entreprises en vue de mettre en oeuvre la résolution 412 (XVI) de la CEE.

ANNEXE I

DOMAINES SUR LESQUELS PORTENT LE PROGRAMME DE COOPERATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ENTRE LE PNUE ET LA CEA POUR LA PERIODE BIENNALE 1984-1985

ACTIVITES EXTRAITES DU BUDGET
PROGRAMME DU PNUE POUR LA
PERIODE BIENNALE 1984-1985

CONTRIBUTIONS DES
AGENTS D'EXECUTION
(EN MILLIERS DE
DOLLARS)

ACTIVITES CONNEXES CON-
TENUES DANS LE BUDGET
PROGRAMME DE LA CEA POUR
LA PERIODE 1984-1985

A. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT

1. Conception intégrée de l'en- vironnement et du dévelop- pement

- | | | | |
|----|---|---------------------------------------|--|
| a) | Examen et analyse des inci-
dences des programmes na-
tionaux de conservation sur la
productivité, l'emploi et les
revenus | PNUE 75
FAO 50
OIT 30
CEA 10 | Etude de l'incidence des tech-
niques rurales et des politi-
ques nationales en matière de
technologie sur la productivi-
té, dans le domaine de la pro-
duction alimentaire sur l'em-
ploi, le niveau et la répartiti-
on des revenus sur la base de
l'expérience de trois pays
choisis. |
| b) | Examen et analyse des inci-
dences sur l'environnement des
programmes nationaux de grande
envergure visant à atténuer la
pauvreté | PNUE 75
CIT 50
CEA 10 | Elaboration de principes direc-
teurs en vue de la création ou
de l'amélioration d'institutions
nationales pour évaluer, sur-
veiller et empêcher la dégra-
dation de l'environnement en
Afrique, y compris l'élaboration
des normes nationales |
| c) | Promotion d'un échange de don-
nées d'expérience et applica-
tion des incidences des projets
de développement sur l'environ-
nement | PNUE
UN-TCDC 175
CEA 10 | Méthodes d'établissement de pro-
fils de l'environnement et
d'étude des effets sur l'en-
vironnement des projets de dévelop-
pement en Afrique. |

2. Intégration d'un élément avant trait
à l'environnement aux activités de
coopération visant au développement

- | | | | |
|---|------------------------|----------|--|
| a) Mise en oeuvre des aspects environ-
nementaux du nouveau Programme subs-
tantiel d'action de la Conférence des
Nations Unies sur les pays les moins
avancés | PNUE
PNUD
CNUCED | 170 | Rapport portant sur les pro-
grès accomplis les problèmes
et les problèmes et les pers-
pectives en ce qui concerne
l'application du nouveau Pro-
gramme substantiel d'action
dans les pays africains les
moins avancés |
| b) Renforcement des moyens dont dis-
posent les institutions nationales
pour intégrer environnement et dé-
veloppement dans la planification
et la politique générale | PNUE
UNTCDS
CEA | 85
10 | Promotion de l'application du
Plan d'action de Lagos en vue
d'incorporer les considérations
pécologique dans les politi-
ques de développement, la
planification de même que
l'exécution et la gestion des
projets. |
| c) Octroi de bourses de formation à
l'intégration du développement et
de l'environnement | PNUE
UNESCO
CEA | 170 | Rapport portant sur la situa-
tion et les progrès en ce qui
concerne la mobilisation des
ressources et l'administration
du Programme de bourses de
perfectionnement de la CEA |

3. Energie

- | | | | |
|--|----------------------|-----|--|
| a) Organisation d'ateliers consacrés
à l'énergie et à l'environnement
dans les différentes régions :
CESAP, CEAO et CEA | CESAP
CEAO
CEA | 120 | Deux séminaires régionaux or-
ganisés par la CEA, un sur la
planification de l'énergie
(en 1984) et le second sur les
projections de l'offre et de la
demande d'énergie de 1985 à
1990 (en 1985) |
|--|----------------------|-----|--|

4. Industrie et transport
Industrie extractive et traite-
ment des minerais :

- | | | | |
|----|--|--------------------------------------|--|
| a) | Préparation des matériels de formation et organisation d'une série d'ateliers régionaux de formation consacrés à la gestion de l'environnement et à l'industrie extractive et à l'industrie de traitement des minerais | Organismes
donateurs 30
CEA 10 | Incorporation d'éléments environnementaux dans le cadre du rapport sur l'étude et l'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution de la première phase de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. |
|----|--|--------------------------------------|--|

Transport

- | | | | |
|----|--|----------------------------|---|
| a) | Evaluation des incidences sur l'environnement des divers modes de transport, notamment du point de vue de l'utilisation des ressources | PNUE
UNCHS 50
CEA 15 | Introduction d'éléments environnementaux dans le programme de la décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et insertion dans le rapport aux Etats membres sur l'exécution du programme. |
|----|--|----------------------------|---|

5. Droit de l'environnement et son application

- | | | | |
|----|--|---------------------------------|---|
| a) | Prévention de la pollution des cours d'eau internationaux et des eaux intérieures en général | PNUE 100
(Interne)
CEA 15 | Etude des législations et stratégies nationales en matière d'environnement destinées à l'application des dispositions prises dans ce domaines et à adhésion aux conventions et protocoles internationaux relatifs à l'environnement dans la région. |
|----|--|---------------------------------|---|

B. SENSIBILISATION DU PUBLIC AUX QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT

1. Education en matière d'environnement

- | | | |
|---|-------------------------------|---|
| a) Programmes visant à sensibiliser davantage aux questions d'environnement les responsables de la prise de décisions, les fonctionnaires et les salariés dans les différentes régions. | PNUE 350
OIT 100
CEA 15 | Elaboration d'un plan d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation en matière d'environnement en vue du perfectionnement de la main-d'oeuvre et de la sensibilisation du public aux problèmes d'environnement en Afrique. |
|---|-------------------------------|---|

2. Formation en matière d'environnement

- | | | |
|--|---|---|
| a) Constitution d'un réseau d'institutions de formation en matière d'environnement en Afrique, en Asie et en Amérique latine | PNUE
CEA
CESAP 730 | Introduction d'éléments environnementaux dans les programmes de formation des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA. |
| b) Réunion d'un groupe international d'experts sur la formation en matière d'environnement (stratégies, méthodes et documentation pédagogique) | PNUE 70
(Interne)
CEA 10
OIT
PNUD | |

3. INFOTERRA données et état de l'environnement

- | | | |
|--|--|---|
| a) Etablissement de statistiques de l'environnement : application des lignes directrices pour la classification, la collecte, le traitement, le stockage et la recherche; compilation de certains indicateurs écologiques; collecte et diffusion | PNUE
BNUS
Gouvern 150
nements | Développement de la collecte systématique et évaluation des informations écologiques (statistiques) pour le rapport sur l'état de l'environnement de la région. Groupe de travail sur les statistiques de l'environnement et des ressources naturelles. |
|--|--|---|

C. PLAN VICIE

1. Limites extrêmes, recherche et évaluation

- | | | |
|---|-------------------------------|--|
| a) Point des connaissances sur les cultures itinérantes et les facteurs qui les régissent | PNUE 90
(UNESCO)
FAO 25 | Evaluation des conséquences socio-économiques des pertes alimentaires et de la dégradation des terres arables en Afrique |
|---|-------------------------------|--|

D. OCEANS

1. Mers régionales

- | | | |
|---|---------------------------------|--|
| a) Mise en oeuvre du plan d'action pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Centre | PNUE 600
FAO 50
UNESCO 50 | Projet CEA/UNESCO/PNUD sur le développement de la science et des techniques marines en Afrique. |
| b) Mise en oeuvre du plan d'action pour la Mer Rouge | PNUE 100
FAO
UNESCO 10 | Mise sur pied d'un programme de formation en matière d'environnement pour la gestion des zones côtières, la surveillance de la pollution des mers et concernant le rythme d'épuisement des ressources dans les zones économiques exclusives. |

E. EAU

Aspects environnementaux de la gestion des ressources en eau

- | | | |
|---|---|---|
| a) Elaboration et application de méthodes de prévision et d'évaluation des incidences sur l'environnement des vastes projets d'aménagement hydrauliques, y compris les barrages | PNUE 385
(Interne)
UNESCO 200
TODS 125 | Evaluation des ressources en eaux de surface et en eaux souterraines mise en valeur des ressources en eau; actions de suivi du plan d'action de Mar del Plata, notamment en ce qui a trait au programme de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Problèmes écologiques découlant de l'exploitation des eaux souterraines. |
|---|---|---|

F. ECOSYSTEMES TERRESTRES

1. Ecosystèmes des forêts tropicales

a) Elaboration de projets pilotes intégrés de recherche appliquée, de formation et de démonstration en matière de gestion rationnelle des régions forestières et de leurs ressources.	PNUE 1 000	Amélioration des politiques et programmes tendant à la mise en valeur des ressources forestières et des terres
	UNESCO 600	
	FAO 400	
	CESAP 80	
	CEA 20	

2. Gestion des résidus agricoles et des produits agro-chimiques

a) Appui à des activités expérimentales spécifiques dans un nombre limité de pays en tant que contributions au programme FAO sur une meilleure protection des plantes et sur la prévention des pertes alimentaires respectivement	PNUE 300	Harmonisation des programmes et politiques en matière de recherche, de formation et d'autres services de commercialisation et d'appui pour la réduction des pertes alimentaires après les récoltes et l'amélioration du système de commercialisation des produits alimentaires et autres produits agricoles.
	FAO 950	
	CEA 10	

3. Faune et flore sauvages et zones protégées

a) Programmes régionaux intégrés de formation à la gestion de la faune et de la flore sauvages et des zones protégées des pays en développement y compris des ateliers et des séminaires internationaux et des voyages d'étude	PNUE 190 FAO 300 UNESCO 500 CEA 20	Evolution des négociations relatives à la conversion en institutions régionales des institutions nationales pour la conservation et la gestion de la faune africaine
--	---	--

4. Litosphère

a) Promotion de l'élaboration et de la mise en application des techniques appropriées et écologiquement saines pour l'exploitation des ressources minérales, la remise en état des carrières à ciel ouvert etc. et formation annexe	PNUE 400 UNESCO 100 CEA 20 Gouvernements -	Introduction d'éléments environnementaux dans des rapports sur les programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources minières en Afrique
---	---	---

G. ECOSYSTEMES DES TERRES ARIDES ET SEMI ARIDES ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

1) Etablissement d'une première évaluation d'ensemble des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du plan d'action pour lutter contre la désertification et présentation de cette évaluation au Conseil d'administration (1984) pour que celui-ci l'examine et fasse des recommandations pour l'avenir	PNUE 200 (Interne) CEA 10	Examen de la mise en oeuvre du plan d'action pour lutter contre la désertification en Afrique Promotion du développement rural intégré : pour résoudre les problèmes liés à la production alimentaire; dans le cadre de la planification des établissements humains et des politiques d'élaboration de techniques rurales et nationales. Mise en valeur des ressources en eau dans les zones de sécheresse par l'intermédiaire de l'évaluation des ressources en eaux de surface et en eaux souterraines
--	---------------------------------	--

H. SANTE ET ETABLISSEMENTS HUMAINS

1. Hygiène du milieu

- | | | |
|--|-------------------------------|---|
| a) Surveillance de la contamination
des aliments (chimiques et
microbiologiques) et notamment
la création d'un centre régional
pour les pays francophones
d'Afrique | PNUE 550
FAO 240
OMS 50 | Rapport sur les problèmes d'hygiène
du milieu et d'assainissement en
Afrique ayant trait à la mise en
valeur des ressources en eau |
|--|-------------------------------|---|

2. Milieu du travail

- | | | |
|---|--------|--|
| a) Code de pratiques concernant la
sécurité et l'hygiène profession-
nelles et les conditions de
travail dans le cadre du transfert
de technologie aux pays en dévelop-
pement | OIT 71 | Elaboration de principes directeurs
devant régir la définition de normes
nationales et la création d'institu-
tions nationales en vue de la
protection de l'environnement africain |
|---|--------|--|

3. Etablissements humains

- a) Mise au point de méthodes et de projets pilotes de démonstration sur l'amélioration du milieu aux fins de planification des établissements humains en zone rurale
- PNUE 330
UNCES 200
UNESCO 50
CEA 10
- Elaboration de principes directeurs divers sur la production de matériaux de construction essentiels, sur les règlements et codes de construction révisés et la création d'un centre de recherche sur les matériaux de construction
- b) Rédaction de lignes directrices environnementales sur les critères, normes et conditions techniques applicables aux effluents en vue de gérer convenablement les déchets solides et liquides dans les zones urbaines et rurales
- PNUE 250
O S 50
UNESCO 50
CEA 10

I. COOPERATION AU NIVEAU REGIONAL ET COOPERATION TECHNIQUE

- a) Renforcement des moyens institutionnels dont disposent les commissions régionales en matière d'environnement
- PNUE 1000
CEA 30
CEAO
- Mise en oeuvre du programme des Nations Unies sur l'environnement en Afrique avec un sous-programme intitulé :
- b) Renforcement des moyens opérationnels dont disposent les commissions régionales en matière d'environnement
- CEPAL
CESAP
- Développement des moyens de protection de l'environnement y compris la conservation des ressources et la lutte contre la pollution.

NB Dans le programme de travail et ordre de priorité de la CEA (E/ECA/C . /3) basé sur son budget programme pour 1 8491 85, les abréviations utilisées plus haut renvoient aux programmes des divisions suivantes :

- ECO - Service de la coopération économique
- ENV - Environnements en Afrique
- HUS - Etablissements humains
- JEFAD - Division mixte CEA/FAO de l'agriculture
- JID - Division mixte CEA/ONUUDI de l'industrie
- NRD - Division des ressources naturelles : Groupe des ressources en eau , Groupe des ressources énergétiques, Groupe des ressources minérales, Groupe de la télédétection, Groupe de source et de la technique, Groupe des ressources maritimes.
- PA 11 - Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre
- SD - Division du développement social
- SERED - Division de la recherche et de la planification socio-économique y compris la section des P A
- STAT - Division de la statistique
- TCTD - Division des transports, des communications et du tourisme.

ANNEXE II

PREPARATION D'UN REPERTOIRE DES EXPERTS NATIONAUX EN MATIERE
D'ENVIRONNEMENT ET LISTE DES INSTITUTIONS S'OCCUPANT DE QUESTIONS
RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

LE QUESTIONNAIRE

Prière de taper ou imprimer les informations suivantes et renvoyer par poste le questionnaire rempli à la section de l'environnement, SOEHSD, CEA, B.P. 3001, Addis-Abeba.

1. Nom
2. Adresse de l'institution
.....
.....
3. Qualifications professionnelles i)
(indiquez le diplôme obtenu, ii)
l'année et le lieu d'obtention) iii)
iv)
4. Expérience i)
(surtout celle relative aux pro-
blèmes de l'environnement; in-
diquez le lieu et la période de ii)
à année)
iii)
.....
5. Expérience dans le domaine de la recherche i)
(les problèmes relatifs à l'en-
vironnement sur lesquels vous
menez une recherche ou ceux que
vous avez contribué à résoudre
au cours des 10 dernières années
1972-1982)

ii)
.....
.....

iii)
.....
.....

6. Publications

(citez-en trois ayant trait aux
problèmes de l'environnement en in-
diquant le titre, le nom de la revue,
le nombre de pages et l'année de
publication)

i)
.....
.....
.....

ii)
.....
.....
.....

iii)
.....
.....
.....

7. Problèmes de l'environnement en Afrique :

(cochez les domaines qui vous intéressent sur cette liste des priorités basée sur le Plan d'action de Lagos (1980) et sur les résolutions pertinentes).

- | | | | |
|---|--------------------------|---|--------------------------|
| a) Salubrité et assainissement de l'environnement | <input type="checkbox"/> | n) Enseignement et formation en matière d'environnement | <input type="checkbox"/> |
| b) Gestion de l'eau potable | <input type="checkbox"/> | o) Législation et politique relatives à l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| c) Déboisement et conservation | <input type="checkbox"/> | p) Evaluation de l'impact de l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| d) Erosion et dégradation du sol | <input type="checkbox"/> | q) Données et statistiques relatives à l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| e) Désertification et sécheresse | <input type="checkbox"/> | r) Feux de brousses et conservation des forêts | <input type="checkbox"/> |
| f) Pollution marine et ressources marines | <input type="checkbox"/> | s) Aspects du tourisme relatifs à l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| g) Conservation des ressources naturelles | <input type="checkbox"/> | t) Aspects des transports relatifs à l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| h) Problèmes des établissements humains | <input type="checkbox"/> | u) Pratiques restrictives du commerce | <input type="checkbox"/> |
| i) Toxicité des produits chimiques, pesticides et engrais | <input type="checkbox"/> | v) Pauvreté, sous-développement et besoins fondamentaux | <input type="checkbox"/> |
| j) Industries extractives et relèvement de zones | <input type="checkbox"/> | w) Environnement actif | <input type="checkbox"/> |
| k) Contamination de l'alimentation et des médicaments et toxicité | <input type="checkbox"/> | x) Sources renouvelables d'énergie | <input type="checkbox"/> |
| l) Lutte contre la pollution de l'air, de l'eau et des sols | <input type="checkbox"/> | y) Armes et environnement | <input type="checkbox"/> |
| m) Evacuation des déchets industriels | <input type="checkbox"/> | | |

8. Liste des institutions nationales
(Donnez des noms et adresses d'institutions nationales qui à votre connaissance travaillent dans les domaines indiqués ci-dessus (7) et indiquez les domaines)

<u>Nom et adresse de l'institution</u>	<u>Domaines</u>
i)
.....
ii)
.....